



Une étude démontre l'effet de la Politique canadienne sur l'éthanol sur l'industrie canadienne du bétail et des viandes

Ottawa (Ontario) [31 janvier 2012] Une étude menée par le George Morris Centre (www.georgemorris.org) démontre que la croissance de la production de l'éthanol au Canada a eu des répercussions économiques négatives sur l'industrie du bétail et des viandes. Le Conseil des Viandes du Canada s'est associé avec la Canadian Cattlemen's Association et le Conseil canadien du porc en vue de demander au George Morris Centre une étude qui permettrait de fournir aux industries du bœuf, du porc et des viandes des renseignements analytiques sur les répercussions des politiques canadiennes sur l'éthanol sur le secteur de l'élevage du bétail. À titre de groupe de réflexion indépendant, le Centre fournit aux décideurs des renseignements essentiels et une analyse critique des questions touchant le secteur canadien des produits agricoles.

L'industrie de l'éthanol constitue un important utilisateur de céréales au Canada. L'utilisation autorisée par le gouvernement de l'éthanol, actuellement à 5 p. 100 dans l'essence, crée une demande excessive pour les céréales fourragères. Par conséquent, la politique sur l'éthanol a eu des répercussions sur les marchés céréaliers du Canada et sur d'autres utilisateurs de céréales, comme l'industrie canadienne du bétail et des viandes. L'étude, qui a été publiée aujourd'hui, conclut que la production canadienne de l'éthanol a eu pour effet de réduire les incitations en matière d'élevage du bétail au Canada et d'augmenter les exportations de bovins d'engraissement qui auraient pu être nourris au Canada. Le fléchissement de la demande pour les aliments de bétail au Canada signifie moins d'animaux vivants pour les transformateurs de viandes du Canada ainsi que moins d'emplois et un ralentissement de l'activité économique pour les Canadiens.

Le Conseil des Viandes du Canada défend depuis longtemps les politiques gouvernementales qui favorisent l'exclusion des céréales fourragères dans la fabrication de l'éthanol (comme la cellulose) et de biocombustibles et qui fournissent des opportunités pour convertir des sous-produits animaliers en biocombustibles, en énergie et en électricité.

« Utiliser nos précieuses terres agricoles et des ressources comme de l'engrais, des pesticides et de l'eau pour obtenir un produit destiné à alimenter nos véhicules plutôt qu'à nourrir le bétail et les personnes n'est pas une bonne stratégie pour l'avenir, a déclaré le président du Conseil des Viandes du Canada, Scott Entz, surtout depuis que la population mondiale a passé le cap des 7 milliards d'habitants. »

L'industrie de la transformation de la viande comprend près de 400 établissements régis par le fédéral qui fournissent aux consommateurs canadiens non seulement de la protéine salubre de qualité, mais créent aussi des emplois et font une importante contribution à l'activité économique locale dans les milieux rural et urbain du Canada. Avec près de 67 500 employés et des ventes annuelles de plus de 21,3 milliards \$, cette industrie est le plus important segment du secteur de la transformation des aliments du Canada. Le Canada exporte chaque année près de 1,4 milliard \$ de bœuf et plus de 2,8 milliards \$ de porc à plus de 150 pays du monde entier. Le Conseil des viandes du Canada représente l'industrie de la transformation de la viande qui fait l'objet des inspections des autorités fédérales depuis 1919.

Renseignements :
Jim Laws
Directeur général
Conseil des Viandes du Canada
613-729-3911, poste 24